

Session d'ouverture du 4^{ème} Forum Convergences 2015

Séance plénière // Général

Modérateur

François de Witt
Président, Finansol

Intervenants

Pierre Schapira
Adjoint au Maire de Paris
chargé des Relations
Internationales, des Affaires
Européennes et de la Franco-
phonie

Jean-Louis Bancel
Président, Crédit Coopératif

Andris Piebalgs
Commissaire pour le
développement,
Commission
européenne

Henri de Raincourt
Ministre chargé de la Coopé-
ration

Frédéric Roussel
Co-fondateur, Acted



Résumé analytique

La tribune d'ouverture de la 4^{ème} édition du Forum Convergences 2015 réunissait les représentants au plus haut niveau des acteurs publics, privés, associatifs partenaires du Forum, et des décideurs politiques français et européens. Elle s'est exprimée devant une assistance particulièrement nombreuse.

Les intervenants ont présenté les grands axes de leur politique de développement respective, les projets en cours et les réalisations concrètes. Tous ont réaffirmé leur souhait d'agir sous le signe des convergences : public – privé, social – économique, Nord – Sud, qui sont le cœur-même du Forum.

Pour **Pierre Schapira**, les villes ont un rôle à jouer dans le soutien au microcrédit et à l'entrepreneuriat social, qui peut prendre de multiples formes : information, formation, amélioration de l'environnement administratif et fiscal, bonne gouvernance ou encore transfert de compétences. Pionnière en la matière, la Mairie de Paris préconise également d'intégrer des volets de soutien au microcrédit aux projets de coopération et de développement traditionnels des villes, comme elle le fait pour son action en Afrique auprès des personnes touchées par le VIH, afin de renforcer l'efficacité des actions de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Après avoir rappelé l'engagement de longue date du Crédit Coopératif, « banque utile » au service de l'économie réelle, **Jean-Louis Bancel** présente les récentes initiatives du Crédit Coopératif en matière de financements innovants, avec une forte dimension internationale. Il annonce notamment la création de la première Contribution Volontaire sur les Transactions de Change, au profit d'associations d'aide au développement.

Frédéric Roussel salue le choix d'annoncer cette initiative au Forum Convergences 2015, en pleine cohérence avec les motivations initiales d'en faire un lieu de rencontre, de partage et d'échange, mais aussi un lieu de construction. L'enjeu de ce Forum est de faire résonner et rendre visibles les « mille sentiers de l'avenir », illustrant les multiples convergences construites dans un intérêt commun, et d'appeler les pouvoirs publics à optimiser leurs efforts pour l'action sociale et l'aide au développement.

Andris Piebalgs présente alors les grands chantiers de la politique européenne de développement. A travers une vaste consultation visant à améliorer les modalités d'action de l'aide européenne, la Commission confirme son engagement pour la réalisation des Objectifs du Millénaire. Cet engagement passe notamment par un renforcement des complémentarités (Etats/Commission et Public/Privé), une meilleure identification des secteurs et pays cibles, et par l'encouragement des réformes politiques, sociales et économiques des pays aidés.

Henri de Raincourt partage les propos d' **Andris Piebalgs** sur la complémentarité nationale et européenne, et conclut la séance d'ouverture en présentant les points marquants de la politique française de l'aide au développement. La volonté de la France de respecter ses engagements, et notamment en faveur des Pays les Moins Avancés (PMA), est mise en avant, et à l'occasion de la présidence du G20 et du G8, la France réaffirme la nécessité de mettre en place des financements innovants. Enfin, à l'heure des grands changements géopolitiques de la zone méditerranéenne, il devient essentiel de mieux prendre en compte les aspirations des sociétés civiles dans les stratégies d'aide au développement.

Synthèse

La **Ville de Paris** s'intéresse particulièrement au rôle des villes dans le microcrédit et le social business, nous dit **Pierre Schapira**. L'étude « Coopération décentralisée et microfinance » réalisée cette année par Cités Unies France et ACTED fait suite à la conférence organisée sur ce thème l'an passé.

Les villes peuvent d'une part informer et former les micro-entrepreneurs locaux et les administrations municipales, et d'autre part financer les formations pour le montage de dossiers de microcrédits et l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. Elles fournissent des données sur les secteurs économiques porteurs, sur les politiques d'économie familiale et d'assistance sociale, et veillent au développement de la bonne gouvernance locale. Elles peuvent en outre créer un environnement global favorable, par la simplification des procédures administratives, la réduction des taxes locales, la création de pépinières d'entreprises ou encore le développement de crédits municipaux.

C'est notamment le cas à Paris, où le Crédit Municipal, après avoir organisé le microcrédit personnel pour les ménages les plus défavorisés, se tourne maintenant vers les pays en développement. De nouvelles formes de coopération se développent, à l'instar de l'organisation d'une récente levée de fonds pour le financement de microcrédits en faveur des artisans de la ville tunisienne de Sejnane.

Ainsi, et bien que cela ne soit pas leur cœur de cible, les villes peuvent inclure la microfinance dans leurs projets traditionnels, et le rendre pleinement compatible avec leur politique de développement.

La Ville de Paris mène notamment une grande action pour la lutte contre le Sida en Afrique, avec les autorités locales et les ONG. En complément des soins et de l'accompagnement psychologique et social des populations concernées, l'accès au microcrédit permettrait de lutter contre la discrimination à l'emploi et à l'exclusion socio-économique liée à la maladie, en redonnant du travail, une dignité et des revenus. La demande de la part des ONG et des autorités locales est forte, et c'est une voie dans laquelle la Ville souhaite s'engager.

Un autre constat dressé par **Pierre Schapira** est de voir le nombre croissant de jeunes intéressés par le microcrédit et le social business, qu'il s'agisse des jeunes diplômés en France ou des jeunes des pays en révolte : ceci incite à repenser la coopération. Les efforts doivent également être orientés vers l'épargne des migrants qui représente quatre fois le montant de l'Aide Publique au Développement (APD). C'est le sens du Label Co-développement Sud lancé par la Mairie de Paris il y a 6 ans, avec les associations de migrants, dont le travail est jugé remarquable.

De nombreuses pistes de travail sont donc encore à inventer, pour faire face à une pauvreté planétaire qui touche tout particulièrement les jeunes et leur accès à l'emploi au Nord comme au Sud : la microfinance et le social business ouvrent des perspectives d'avenir nouvelles, qui doivent être explorées.

Jean-Louis Bancel nous parle du **Crédit Coopératif** qui est fier et honoré

d'être à nouveau, et depuis longtemps, partenaire du Forum Convergences 2015. Le Crédit Coopératif est en effet la banque du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire, des associations, fondations, coopératives, mutuelles, mais aussi des entrepreneurs sociaux, et des PME-PMI au cœur de l'économie réelle.

Cette notion d'économie réelle est importante pour ce Forum, qui va cette année accueillir plus de monde encore que les années passées, et qui sera avant tout un forum de la société civile pour débattre et échanger.

Pour **Jean-Louis Bancel**, nous sommes dans une période charnière de « renversement du monde » : au 18^{ème} siècle, les élites avaient permis la prise de conscience et la fabrication de la société civile. Aujourd'hui - en témoignent par exemple les très prochains Etats Généraux de l'Economie Sociale et Solidaire organisés par Claude Alphandéry - la société civile s'exprime, et pourra éclairer ceux qui nous dirigent. C'est l'essence du processus démocratique, et le fruit d'un travail d'élévation culturelle et technique de la société civile. Dans ce contexte, le Crédit Coopératif se définit comme une banque utile à ceux qui veulent faire bouger leur monde. Le métier de banquier est de faire circuler l'argent utilement pour les projets de ses clients, qui plus est dans une banque coopérative. C'est un devoir d'être d'abord à l'écoute et de répondre à une attente. Pour cela, le Crédit Coopératif est notamment pionnier et leader dans les produits d'épargne solidaire et de partage, dans le microcrédit professionnel et personnel.

De façon concrète, plusieurs initiatives illustrent cet engagement :

- Il y a quelques semaines, la Fédération Européenne des Banques Ethiques et Alternatives (FEBEA) lançait le projet Europe Active, avec le soutien de la Commission européenne.
- Avec le développement très actif du fond CoopEst, destiné à soutenir les institutions de finance et d'assurance coopératives, mutuelles et de microfinance dans les pays d'Europe de l'Est, le Crédit Coopératif réfléchit et travaille à un projet de fonds CoopMed, pour le bassin Méditerranéen.
- 2012 sera l'année internationale des coopératives : au sein de l'Alliance Coopérative Internationale, et notamment avec le concours de la Cooperative Bank en Grande-Bretagne, la banque travaille au lancement d'un fonds mondial pour la promotion des coopératives, particulièrement dans les pays qui n'en ont pas suffisamment.
- La dernière initiative est annoncée pour la première fois à l'occasion du Forum : le Crédit Coopératif a mis en place pour lui-même depuis le 1er mars une contribution volontaire sur ses transactions de change. C'est ainsi 0,01% de chaque transaction qui sera prélevé, sans en affecter les clients. Cette contribution devrait s'élever à 100 000 euros en année pleine au profit d'associations d'aide au développement.

Ces initiatives, qui confirment un engagement de longue date du Crédit Coopératif, font écho à une tribune signée récemment dans le Monde par le Ministre de la Coopération avec le président de la Banque

Africaine de Développement, ainsi qu'au rapport Landau demandé par le Président Chirac sur les financements innovants. **Jean-Louis Bancel** souhaite ainsi que le Crédit Coopératif, en plus d'être une banque utile pour ses clients, permette également, sans intention de donner de leçons, de faire changer et bouger le monde des banquiers.

Frédéric Roussel est très heureux que l'initiative du Crédit Coopératif soit annoncée à Convergences 2015, confirmant ainsi l'objectif initial du Forum lancé par **ACTED** il y a quatre ans.

Il est important de ne pas travailler uniquement sur les conséquences mais aussi et surtout sur les causes. Et la cause fondamentale qui sous-tend l'action humanitaire d'ACTED est l'inégalité et la difficulté d'accès au revenu et au travail. Il devenait donc important d'agir également sur le capital humain en plus de l'action d'urgence. Le professeur Muhammad Yunus donne à ce sujet une image très claire : la même graine peut donner un arbre de 50 mètres de haut, ou un bonzaï, en fonction du lieu où on la plante. A potentiel égal, le contexte peut limiter ou au contraire encourager la croissance.

Pour intervenir sur cette notion de capital humain, **Frédéric Roussel** met en avant 5 idées fortes :

- Le débat pour un monde plus juste et plus solidaire concerne tout le monde et pas uniquement les acteurs spécialisés. Il doit être global, avec les citoyens, les acteurs économiques, le monde associatif et les décideurs politiques.
- Il faut essayer de dépasser les clivages Nord/Sud et social/économique. Il n'y a finalement pas tant de différence entre la précarité en région parisienne et la pauvreté dans le Sahel. *In fine*, c'est la même absence de revenu qui pose problème. De même, il faut renforcer l'interaction entre le social et l'économique, car il y a une porosité forte entre ces deux parties d'un même cerveau. La microfinance, par laquelle ce Forum a débuté, est la tentative la plus emblématique de concilier une démarche à la fois sociale et économique. L'entrepreneuriat social, et de façon plus timide la Responsabilité Sociale des Entreprises, cherchent

également à redistribuer en créant de la richesse, et ainsi à faire bouger la frontière entre économique et social pour en renforcer l'interaction.

- Beaucoup d'outils se construisent en ce sens, et le Forum s'est élargi à ces outils : la microfinance, l'entrepreneuriat social, l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), etc. Il est important que tous ces secteurs communiquent entre eux et travaillent ensemble.
- Il est nécessaire d'avoir un lieu pour converger : pour que les gens se rencontrent, se rendent compte des initiatives et des dynamiques existantes, et puissent échanger. Il ne s'agit pas de construire des autoroutes, mais plutôt une multitude de pistes, et de réfléchir dans ce Forum aux « mille sentiers de l'avenir », qui sont autant d'initiatives qui contribuent à un but commun.
- L'action des pouvoirs publics reste très importante. Nous devons, d'une part, tous appeler les pouvoirs publics à maximiser leurs efforts en matière d'aide au développement et d'action sociale. D'autre part, il faut continuer à travailler ensemble, à dialoguer afin d'améliorer les conditions d'intervention des acteurs du développement, et permettre aux pouvoirs publics d'accompagner mieux encore les initiatives qui ne sont pas toujours visibles pour eux. Le Forum Convergences 2015 a vocation à devenir cette interface.

Ces cinq principes ont guidé la création du Forum il y a quatre ans et continuent de le faire pour cette nouvelle édition. **Frédéric Roussel** remercie chaleureusement les partenaires du Forum : tout d'abord la Mairie de Paris, devenue partenaire en plus d'accueillir le Forum, et le Crédit Coopératif, soutien fidèle ; puis les 40 partenaires de cette édition, qui peut-être montreront la voie à de nouveaux partenaires encore ; enfin, la centaine de personnes qui ont participé aux groupes de travail du Forum pour monter les conférences, ainsi que tous les participants et intervenant du Forum venus converger.

Andris Piebalgs remercie en premier lieu d'avoir été invité devant cette audience, la plus importante depuis son début de mandat il y a un an et demi. Il présente ensuite de manière plus large les grands chantiers de la politique européenne de développement.



La situation mondiale actuelle interpelle sur notre capacité à lutter efficacement contre la pauvreté et contre le terreau des instabilités, des conflits et des violations des droits de l'Homme, et il faut en débattre ensemble pour agir au mieux collectivement. Les valeurs de liberté, de démocratie, de confiance en l'Etat doivent être au cœur de l'action de développement pour que les citoyens continuent à y adhérer pleinement.

L'aide apportée aux pays tiers produit des effets ponctuels, mais elle ne pourra mener à une élimination durable de la pauvreté que si ces gouvernements mettent en place une gouvernance et un système de droits solides.

L'Union européenne reste de loin le plus gros donateur mondial pour l'aide au développement, avec plus de 50 milliards d'euros par an. Cet argent représente un investissement pour le futur, un espoir pour des millions de personnes de se soigner, s'éduquer, avoir accès au micro-crédit ou à l'emploi. L'aide de la **Commission européenne** doit avant tout accompagner les Etats, dont la responsabilité première est de mettre en place une administration efficace, une sécurité sociale, une réglementation stable, en un mot une bonne gouvernance.

Mais l'aide apportée peut également être plus ciblée, et plus efficace dans son effet multiplicateur. Une vaste consultation a été lancée par **Andris Piebalgs** au travers d'un livre vert sur l'avenir de la politique de développement de l'Union, dont voici quelques orientations :

- L'objectif de lutte contre la pauvreté et d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2015 reste prioritaire et pleinement pertinent.
- Il convient néanmoins de modifier la manière de faire : l'Union Européenne a confirmé ses engagements financiers d'ici 2015, une attention particulière sera portée au respect de ces derniers. Mais même un budget de 0,7% du PNB ne suffira pas à régler le problème de la pauvreté dans le monde. C'est pourquoi il faut utiliser l'argent disponible pour produire un effet maximal, selon 4 principaux axes de changement :

1. Une amélioration de la coordination et de la division du travail entre Etats membres et Commission.
2. Mieux cibler l'aide de l'Union européenne sur les domaines où elle a une valeur ajoutée évidente, comme la gouvernance, et sur les secteurs porteurs de croissance, tels que l'agriculture et l'énergie. Cette croissance doit profiter au plus grand nombre et non à une petite élite.
3. Mieux différencier la couverture géographique de l'aide ; certains pays en développement sont devenus eux-mêmes d'importants donateurs, comme la Chine et le Brésil, et ces pays ne peuvent prétendre recevoir le même type d'aide que d'autres pays comme le Libéria ou l'Ethiopie.
4. Développer de nouveaux types de partenariats public-privé, car l'aide au développement n'est pas uniquement publique. Pour en assurer un

véritable impact sur place, il faut regrouper tous les acteurs concernés.

La Commission européenne vient de proposer une nouvelle stratégie pour les pays d'Afrique, assortie d'un appui financier conséquent, mais également d'un principe fort : l'aide sera plus importante aux pays qui s'engagent le plus rapidement sur la voie des réformes politiques, économiques et sociales.

Andris Piebalgs se rendra prochainement en Côte d'Ivoire et en Guinée Conakry pour porter un message d'accompagnement au processus de réconciliation et des réformes engagées. En Côte d'Ivoire, il est proposé un ensemble de mesures de 180 millions d'euros pour aider à la reconstruction. En Guinée Conakry, la coopération est poursuivie dans le cadre du processus démocratique en cours, avec notamment l'inauguration d'un pont financé par l'Europe, qui est au cœur de l'intégration économique régionale avec la Sierra Leone. Cela est également le thème de la Conférence sur les pays les moins avancés d'Istanbul. **Andris Piebalgs** sera enfin au Soudan pour discuter avec le Nord et le Sud des futures modalités de l'aide européenne.

Pour se différencier, il est fondamental de trouver le moyen de devenir plus efficace dans les environnements difficiles. L'aide est à un tournant, et il est nécessaire de continuer à travailler tous ensemble.

Henri de Raincourt remercie en premier lieu **Frédéric Roussel** et toute l'équipe d'ACTED d'avoir organisé un Forum rassemblant autant d'acteurs et qui soit aussi ancré dans la vie qui entoure les politiques de développement. Les citoyens ont pris conscience de la nécessité absolue de mettre en œuvre des politiques de développement à la fois respectueuses de la liberté des peuples et efficaces, et **Henri de Raincourt** souhaite que ce Forum rencontre un très grand écho.

La France et l'Union européenne sont en pleine communion de pensée et d'action sur les politiques de développement à mener, et essayent chaque fois que cela est possible d'avoir des actions complémentaires, réfléchies et préparées ensemble pour viser plus d'efficacité et de rapidité.

Henri de Raincourt expose ensuite plusieurs réflexions :

- Sur les moyens consacrés par la France à l'Aide Publique au Développement : l'engagement des pays du G8 de consacrer 0,7% de leur Revenu National Brut à l'Aide Publique au Développement était assorti d'un objectif intermédiaire de 0,5% du Revenu National Brut en 2010. L'OCDE vient de confirmer que cet objectif était atteint par la France. Avec près de 10 milliards d'euros d'engagement, la France est le 3^{ème} contributeur mondial de l'Aide Publique au Développement. Bien que la crise économique mondiale ait durablement affecté les budgets des pays développés, **Henri de Raincourt** confirme que la France tiendra ses promesses et sanctuarisera ses engagements. Ceci doit se faire dans le cadre d'un effort collectif à mener avec les autres pays. C'est le sens de l'engagement de la France en faveur des financements innovants. Le

consensus progresse, et cette forme de financement stable, additionnel et prévisible peut prendre des formes variées, dont celle d'une contribution sur les transactions financières. Il est logique que ceux qui profitent le plus de la mondialisation participent au financement du développement. L'initiative du Crédit Coopératif est en ce sens excellente et exemplaire, et **Henri de Raincourt** espère que cette démarche sera reprise par un nombre croissant de responsables qui partagent cette vision, dont la dimension éthique est réclamée à juste titre par l'opinion publique.

- Sur l'efficacité de l'aide : le but premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement n'est pas de toucher une cible statique, mais de créer une dynamique économique et sociale qui permettra aux pays concernés de répondre durablement aux besoins de leurs populations, en fonction des réalités et des spécificités qui leur sont propres. Pour de nombreux pays africains, l'atteinte de ces objectifs dépend de la force relative de leur croissance économique au regard de leur croissance démographique. L'aide française est concentrée sur les Pays les Moins Avancés, **Henri de Raincourt** souhaite que la prochaine conférence d'Istanbul soit un moment important de mobilisation en faveur de ces pays. Il faut créer les conditions d'une croissance endogène, qui est un facteur de développement à long terme. En ce sens, l'initiative du Cap, lancée en 2008 et qui mobilise 10 milliards d'euros en faveur du secteur privé en Afrique, a toute sa place dans une politique globale de développement. C'est aussi le sens de l'engagement de la France, pendant sa présidence du G8 et du G20, de lutter contre les freins au développement de l'Afrique que sont le manque d'infrastructures et la faible intégration régionale. Le développement passe enfin par la capacité des pays en développement à renforcer leur gouvernance, améliorer le climat des affaires, la sécurité juridique et fiscale, la mobilisation de ressources fiscales, et lutter contre la corruption.
- Sur les bouleversements du monde qui conduisent à un paradoxe : le printemps des pays arabes montre en effet que la démocratie n'attend pas que le développement économique la précède. Les Etats ont quelque peu perdu la place politique et diplomatique prééminente qu'ils avaient au sortir de la décolonisation. A l'heure des grandes fondations privées et des marchés des capitaux, les Etats n'ont plus le monopole de l'aide financière. La société civile ne se résume pas aux banquiers et aux entrepreneurs, bien qu'indispensables, mais s'étend aux jeunes, aux femmes, aux syndicalistes, aux bloggeurs, qui pour certains ont risqué leur vie pour la liberté et la dignité qu'ils ne trouvaient pas dans les statistiques flatteuses qui réjouissaient les bailleurs de fonds internationaux. Les Etats doivent assumer plus nettement leur rôle d'impulsion politique, par l'exercice de leur responsabilité en matière de paix et de sécurité internationale. Quel était le développement possible pour des populations soumises à la folie meurtrière de dirigeants illégitimes, comme en Libye ou en Côte d'Ivoire hier ? La France a pris ses responsabilités avec ses

partenaires pour que les actions de coopération puissent reprendre. Ce réengagement du politique passe par la prise en compte d'enjeux stratégiques comme le lien entre développement et sécurité. C'est le but de la stratégie de développement en faveur du Sahel, élaborée avec le soutien français. Un tel engagement doit se décliner désormais pour la Méditerranée, en répondant aux aspirations à la liberté de la société civile.

Il faut désormais réexaminer avec un œil neuf les politiques de coopération, en tenant compte des revendications des populations, dans un esprit de respect mutuel. L'heure est à l'imagination, et il faut compter sur les ONG pour participer à la construction d'un monde moderne et les remercier de leur travail quotidien. Nous partageons ici les mêmes convictions qu'il faut désormais mettre en œuvre avec ardeur, passion, enthousiasme et cœur.

Rapporteur officiel :

Yaël Zlotowski, *Crédit Coopératif*
